Les premières politiques numériques des maisons d'édition Armand Colin et La Découverte (1998-2005)

Hélène SEILER-JUILLERET

Université de Lille-Édition scientifique et EHESS-CESSP

Résumé : À la fin des années 1990, alors que la plupart des éditeurs s'interrogent sur la pertinence autant que sur les effets concrets d'une « révolution numérique » à venir, les maisons qui choisissent d'amorcer une telle conversion dans leur mode de production et de commercialisation restent minoritaires. Elles appartiennent, pour l'essentiel, aux secteurs des encyclopédies, du droit ou des sciences techniques et médicales (STM), mais celui des sciences humaines et sociales (SHS) n'est pas en reste comme l'attestent les politiques numériques de La Découverte et Armand Colin, deux maisons d'édition savantes et universitaires. Bien qu'expérimentale et confinée à des unités éditoriales restreintes, leur conversion numérique recouvre l'ensemble des domaines d'intervention des maisons : de la mise en livre des textes, avec l'édition structurée et la mise en page des manuscrits, à la diffusion via internet des revues en passant par l'impression numérique des monographies. Si les deux maisons témoignent d'un investissement précoce dans le numérique et si nombre de leurs projets font l'objet d'une collaboration entre elles, les choix et les stratégies qu'elles opèrent sont, eux, différents. En s'appuyant sur la consultation des archives de La Découverte, conservées à l'IMEC, et sur une série d'entretiens, parmi lesquels ceux réalisés avec Jean-Louis Soubret et François Gèze, respectivement directeur éditorial d'Armand Colin et PDG de La Découverte, on s'interrogera, d'une part, sur les facteurs propices à ces stratégies numériques, et d'autre part sur les conditions sociales, culturelles et professionnelles qui influent sur les modalités selon lesquelles les deux éditeurs pensent et mènent ces politiques. Ce faisant, cette étude, qui est à la croisée de la sociologie des champs (notamment de production des biens culturels et de l'édition) et de l'histoire de l'édition, tend à mettre au jour les liens entre les trajectoires individuelles de deux éditeurs et leurs prises de position numériques.

Mots-clés : champ éditorial ; conversion ; édition des Sciences humaines et sociales ; agent intermédiaire ; transition numérique ; trajectoire socioprofessionnelle

Si le numérique est sur toutes les lèvres dès la fin des années 1990[1], peu de maisons d'édition se confrontent à cette nouvelle technologie. La plupart se contentent d'équiper en micro-informatique leurs salariés – notamment les professionnels n'exerçant pas une activité éditoriale, tels que les commerciaux, les secrétaires, les contrôleurs de gestion et les chargés de ressources humaines –, et de mener à bien l'informatisation des pratiques de travail et des échanges d'informations. Ceux et celles qui s'essayent à une production et à une diffusion numériques de leurs contenus éditoriaux se comptent sur les doigts de la main. Au-delà des éditeurs de sciences techniques et médicales (STM) qui amorcent le tournant numérique de leurs publications dès le début de la décennie[2], ce sont bien souvent des éditeurs juridiques et encyclopédiques, à l'instar d'Universalis et Larousse, qui investissent le numérique. Parmi les maisons détentrices d'un catalogue de sciences humaines et sociales (SHS), ce sont surtout des nouveaux entrants dans le champ qui témoignent d'un intérêt réel pour le numérique, comme les éditeurs et diffuseurs numériques Bibliopolis et 00h00, ou des petites maisons savantes dont les directeurs peuvent profiter de leur fort pouvoir décisionnel pour déployer le passage au numérique de leur catalogue, à l'instar des Éditions de l'Éclat ou La Découverte, qu'on étudiera plus en détail dans ce chapitre. À l'inverse, les éditeurs exerçant dans des maisons d'édition généralistes anciennes et dont les positions sont centrales et dominantes dans le champ éditorial des SHS se tiennent à distance de ces innovations techniques ; les plus sensibles à cette problématique se contentant de réfléchir à la numérisation possible de leur fonds. L'exploitation et la valorisation du fonds, qui sont fécondes en capitaux intellectuels[3], constituent en effet le cœur de l'activité éditoriale en ce qu'elles permettent, d'une part, l'association étroite avec des auteur-e-s potentiellement notoires (s'ils ou elles ne le sont pas déjà), d'autre part, d'accroître la réputation de la maison et donc son capital symbolique, celui-ci jouant un rôle important dans l'économie des biens culturels[4]. Dans ce champ où l'un des enjeux majeurs réside dans l'accumulation des capitaux intellectuels et symboliques, les éditeurs tendent à se focaliser sur la programmation éditoriale et sur le maintien des droits d'exploitation des titres détenus[5]. Or, publier est une activité particulièrement hasardeuse, chaque nouvelle publication étant en soi une prise de risque en raison de la double incertitude qui pèse sur chacun des titres publiés[6]. Dans ce contexte, les risques autres que celui propre à la programmation éditoriale et qui découlent de stratégies trop aléatoires, comme l'investissement dans

[1] L'émergence du livre numérique dans les discours et les usages des éditeurs peut être située en 1998, année où sont inaugurées plusieurs initiatives dont la maison d'édition en ligne 00h00 et le Programme de numérisation de l'enseignement et de la recherche (PNER) ; sachant que le portail Gallica a été mis en ligne en octobre 1997. Nous avons choisi cette délimitation chronologique car les premières réflexions et stratégies des deux maisons étudiées apparaissent également cette même année. Avec le lancement du portail Cairn, elles cèdent la place en 2005 à des modalités d'intervention beaucoup plus concrètes et dont les enjeux résident davantage dans la délimitation d'un marché et d'un espace numérique ainsi que dans le déploiement de leurs prises de position.

[2] Tesnière, Valérie (2021), *Au bureau de la revue. Une histoire de la publication scientifique (XIX^e-XX^e siècle)*, Éditions de l'EHESS, Paris.

[3] D'après le sociologue John B. Thompson, le capital intellectuel consiste en le volume et la qualité du fonds éditorial d'une maison et joue un rôle majeur dans la position de celle-ci au sein du champ éditorial ; Thompson, John B. (2005), *Books in the Digital Age*, Polity Press, Cambridge.

[4] Bourdieu, Pierre (1977), « La production de la croyance. Contribution à une économie des biens symboliques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 13, p. 3-43.

[5] Chartier, Roger (2015), *La main de l'auteur et l'esprit de l'imprimeur*, Gallimard, Coll. « Folio/histoire », Paris ; Thompson, John B., *Books in the Digital Age, op. cit.*

[6] Karpik, Lucien (2007), *L'économie des singularités*, Gallimard, Paris.

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

un marché émergent ou les opérations capitalistiques, suscitent de fortes méfiances et font donc l'objet d'une minimisation, voire d'un rejet de la part des PDG de maisons d'édition ou des directeurs éditoriaux.

À cette époque, les projets d'édition numérique sont donc relativement rares, mais ils sont aussi caractérisés par une grande disparité. Effet plus ou moins direct du caractère expérimental de ces initiatives, la transition numérique se donne à voir, dans un premier temps, comme un ensemble d'usages et de produits composites. Alors que les uns, à l'exemple de la Librairie Garnier et Bibliopolis, s'essayent aux bases de données bibliographiques, corpus de textes et encyclopédies vendus sur CD-ROM, et que les autres comme 00h00 inaugurent la commercialisation de titres papier en format PDF *via* Internet, certains, telles les Éditions de l'Éclat, font le pari d'une édition non payante en exploitant les possibilités techniques d'Internet et de la PAO (publication assistée par ordinateur). Cependant, les quelques acteurs de l'édition savante et universitaire qui embrassent pleinement cette conversion numérique ne multiplient ni ne cumulent les stratégies numériques, à l'exception de La Découverte et d'Armand Colin, les deux maisons d'édition auxquelles est consacrée cette étude.

Les Éditions La Découverte, spécialisées dans les SHS avec une prédominance dans les sciences sociales, sont une maison savante et engagée, créée en 1983 par François Gèze à la suite de son arrivée à la tête des Éditions Maspero, elles-mêmes fondées en 1959 et dont le fondateur François Maspero lui a cédé le contrôle en lui demandant seulement de changer la raison sociale. Employant actuellement une vingtaine de salariés, la maison publie entre 100 et 150 nouveautés par an. Rachetée en 1998 par le groupe Havas-Vivendi – qui deviendra, par la suite, Editis –, La Découverte bénéficie des économies d'échelle permises par son intégration au groupe d'édition-communication, son chiffre d'affaires, qui oscille entre cinq et sept millions d'euros selon les années, doit suffire à couvrir les dépenses et à présenter une plus-value satisfaisante aux yeux de la direction du groupe[7]. La Découverte mène une politique éditoriale à la fois concentrée sur l'édition savante en sciences sociales – avec une attention croissante, depuis les années 1990, pour une littérature universitaire engagée et des objets de recherche tels que les *gender studies* et le *post colonialism* ou encore les questions raciales – et diversifiée en termes de produits éditoriaux et de stratégies de diffusion. En effet, la maison a, d'une part, fait très tôt le pari du numérique et affiche, d'autre part, un catalogue où se côtoient des revues, des monographies et des ouvrages collectifs issus de la recherche fondamentale, des séries de synthèses, des *readers*, etc.

Bien plus ancienne que la précédente, Armand Colin est avant tout un libraire-éditeur lorsque la maison est fondée en 1870 par celui qui, comme le veut la coutume, lui donne son nom[8]. Le catalogue est d'abord focalisé sur l'édition scolaire – secondaire notamment – avant de s'ouvrir rapidement à la vulgarisation scientifique et aux grandes synthèses en sciences humaines ; en histoire et en géographie plus particulièrement. L'éditeur de Lavisse et de Seignobos deviendra, dans les années 1930, celui de Febvre et de Bloch avec la revue d'histoire *Les Annales*. Les manuels occupent une place centrale dans le catalogue, qui affiche une centaine de nouveautés par an, mais une

[7] Sur ces obligations, voir Schiffrin, André (2010), *L'argent et les mots*, La Fabrique, Paris.

[8] Parinet, Élisabeth (2004), *Une histoire de l'édition à l'époque contemporaine, XIX^e^-XX^e^ siècle*, Seuil, Coll. « Points Histoire », Paris, p. 85-86.

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

attention non négligeable est portée à des titres issus de la recherche. Les Éditions Armand Colin, qui présentent un chiffre d'affaires annuel de sept millions d'euros environ, perdent leur indépendance en 1987 lorsqu'elles sont achetées par Masson, puis elles rejoignent les filiales de Havas-Vivendi en 1994 à la suite du rachat de l'éditeur scientifique et médical avant de passer sous le giron de Hachette en 2004. Dans ce contexte de rachats successifs, elles ont pu éprouver des difficultés à maintenir leur autonomie éditoriale et à tenir par les deux bouts productions à rotation rapide (les manuels et leur série de synthèses « 128 ») et à rotation lente (les revues et les monographies)[9].

Ce chapitre reviendra tout d'abord sur les premières politiques numériques de ces deux maisons (impression numérique, diffusion *via* CD-ROM de publications imprimées, portail numérique de revues de SHS), lesquelles sont respectivement portées par les éditeurs François Gèze et Jean-Louis Soubret ; puis il mettra en lumière, dans une seconde partie, les divergences dans les modes opératoires retenus par les deux éditeurs. L'enjeu ici est de restituer les approches et méthodes des deux éditeurs, dont on peut retrouver les traces tant dans leurs trajectoires socioculturelles et professionnelles que dans la vision globale qu'ils ont du numérique et de sa place dans l'édition. Ce faisant, on se demandera tout au long de ce chapitre en quoi les stratégies éditoriales de Gèze et de Soubret sont tributaires des positions qu'ils occupent dans le champ mais aussi de leurs profils socioprofessionnels.

1 Les politiques numériques de La Découverte et d'Armand Colin. Des stratégies transversales et multiples

Alors que la plupart des acteurs favorables à l'édition numérique se focalisent sur un type de produit ou un seul modèle éditorial, les initiatives numériques de ces deux maisons se déclinent de plusieurs manières et à plusieurs niveaux. Jean-Louis Soubret, directeur éditorial chez Armand Colin, et François Gèze, PDG de la Découverte, tous deux très impliqués dans le tournant numérique de leur maison d'édition, conçoivent en effet cette mutation dans sa triple dimension technique, commerciale et éditoriale. Sous ces conditions, le passage au numérique intervient à chacune des étapes de la chaîne éditoriale et porte autant sur l'éditorialisation des textes que sur les procédés de fabrication et d'impression des titres, ou encore sur leur diffusion et leur commercialisation. Par ailleurs, même si la mise en ligne de plusieurs titres ou collections constitue le moteur premier de leurs stratégies numériques, celles-ci concernent également la réorganisation du travail permettant la mise en livre[10], ainsi que les procédés techniques de fabrication et d'impression.

[9] Tesnière, Valérie (2011), *Le Quadrige. Un siècle d'édition universitaire (1860-1968)*, PUF, Paris ; Auerbach, Bruno (2006), *L'édition* en sciences sociales : une approche socio-épistémologique. Productions et marchés ; évaluation et sélection ; mise en texte et mise en livre, thèse de doctorat, EHESS, Paris.

[10] Chartier, Roger (1992), *L'ordre des livres. Lecteurs, auteurs, bibliothèques en Europe entre XIV^e^ et XVIII^e^ siècle*, Alinéa, Aix-en-Provence ; Chartier, Roger, *La main de l'auteur et l'esprit de l'imprimeur*, *op. cit.*

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

1.1 L'expérimentation de l'impression numérique

Gèze et Soubret font partie des quelques acteurs intéressés, dès la fin des années 1990, par les avancées de la reprographie et par le remplacement de l'impression *offset* par l'impression numérique.

L'impression numérique consiste en le traitement des données informatiques en flux continu, lesquelles sont directement générées par un ordinateur vers la machine imprimante qui lui est reliée. Cette technique repose le plus souvent sur des procédés électrophotographiques (qu'il s'agisse de systèmes d'impression laser ou jet d'encre[11]) qui permettent d'imprimer des tirages de 1 000 exemplaires, voire moins, alors que l'impression *offset* n'est rentable à l'époque qu'à partir de 3 000 exemplaires. L'impression numérique suscite très vite l'attention des éditeurs, qu'ils soient privés ou publics, généralistes ou spécialisés, sans que cette curiosité s'accompagne de réelles mises en pratique, notamment à cause de son prix trop élevé. D'après Corine Dupuy, une machine comme la DocuTech de Xerox ne coûte, en 1987, pas moins de 1 300 000 francs et le logiciel de composition, qui lui est adossé, 350 000 francs[12]. Une dizaine d'années plus tard, les caractéristiques techniques se sont affinées, mais les machines restent toujours aussi chères – les nouvelles machines, produites par IBM, coûtent même cinq millions de francs. Dans un article de janvier 1999, le journaliste Daniel Garcia constate qu'en raison de l'importance de ces tarifs, les maisons d'édition ne peuvent seules faire l'acquisition de ces machines[13]. Seuls les imprimeurs de grande envergure et les deux grands groupes d'édition de l'époque ont les moyens d'acheter ou de louer de telles machines. Ce sera notamment le cas de Havas-Vivendi qui, fin 1999, met en place la société « Bookpole ». L'enjeu est de créer une unité de stockage et d'impression à la demande dans les entrepôts du groupe, situés à Malesherbes (Loiret), grâce à un partenariat avec l'imprimeur Maury, détenteur d'une première expérience dans l'impression numérique et propriétaire de plusieurs machines. Dans un document diffusé par la communication interne du groupe, « Bookpole » est présenté comme un outil à destination des éditeurs de Havas :

> « Étroitement imbriqué dans les structures de distribution, Bookpole permettra aux éditeurs de produire des ouvrages à moindre coût (pas de flashage, pas de calage) et d'optimiser leur niveau de stock[14] ».

Jean-Louis Soubret et Guillaume Dervieux, le PDG d'Armand Colin (alors filiale, comme La Découverte, de Havas-Vivendi), s'intéressent de près à ce dispositif technique, espérant exploiter le fonds patrimonial désormais indisponible à la vente avant de se rétracter en raison de la faible praticité du dispositif, entièrement sous contrôle de Havas, mais aussi des coûts trop importants et des bénéfices trop incertains.

[11] Robin, Christian (2011), *Les livres dans l'univers numérique*, La Documentation française, Paris, p. 78-81.

[12] Dupuy, Corinne (1987), *Les petits tirages. Étude réalisée avec le concours de la Direction du livre et de la lecture et la Direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique*, s. l., s. d., p. 26.

[13] Garcia, Daniel (1999), « Adieu cambouis ! Bonjour souris ! », *Livres Hebdo*, No 320, 15 janvier 1999.

[14] Présentation de Havas Electronic Content Publishing, réunion du 12 octobre 1999, Fonds La Découverte, DEC/991.1, IMEC.

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

> « Avec le Bookpole, ils sont arrivés trop tôt, même si c'était fin 1990-2000, parce que la technologie n'était pas assez mûre. Enfin ça fonctionnait, bien évidemment, mais la qualité était trop médiocre, les technologies étaient chères et la demande était insuffisante […]. Armand Colin était intéressé au début, mais quand ils [la direction] ont vu combien ça coûtait de faire imprimer à la demande, ils ont vite déchanté ! » (Entretien avec Jean-Louis Soubret, avril 2018[15]).

C'est dans une même finalité que François Gèze y a recours. Contrairement à son confrère, le PDG de La Découverte ne se ravise pas et passe par ce dispositif pour lancer en 2001 sa collection « (Re)découverte », qui consiste en la réimpression en format d'origine d'une cinquantaine d'ouvrages issus des fonds Maspero et La Découverte[16]. François Gèze garde cependant vis-à-vis de ces technologies une attitude prudente. Il confie ainsi à Daniel Garcia : « Si ça marche, ça peut bouleverser en quelques mois l'économie des livres de fonds. Mais j'attends de connaître leur prix de revient[17]. » L'initiative se clôture toutefois par un échec éditorial et commercial, les prévisions et les calculs en termes de tarification élaborés par les administrateurs de « Bookpole » ayant été trop optimistes. Quatorze ans plus tard, Gèze dressera de cette expérience le bilan suivant :

> « Vincent Olivier avait lancé le Bookpole, dans lequel on s'était beaucoup investis, c'est vrai, parce que c'était une unité de service qui permettait d'imprimer des petits tirages à Malesherbes. C'était une excellente idée, mais c'était un peu prématuré. Pour nous, l'idée c'était d'imprimer en numérique les ouvrages du fonds grâce à ce service en 2000-2001, mais le résultat éditorial et commercial était vraiment décevant » (entretien avec François Gèze, août 2015).

Comme l'a déjà souligné Jean-Louis Soubret, la qualité de l'impression est particulièrement décriée : plus encore que son coût, c'est elle qui motive le refus de l'impression numérique chez des éditeurs qui pourtant n'y sont pas hostiles dans l'absolu. Peu satisfaisante, elle s'apparente en effet trop à de la microédition pour que ces éditeurs professionnels l'adoptent sans courir le risque d'être taxés d'amateurs, et donc de voir leur savoir-faire remis en question[18]. En définitive, l'impression numérique n'est alors usitée que pour des publications très particulières, comme des *readers* ou des actes de colloque.

Si le recours à l'impression numérique se révèle à l'époque décevant et ne sera pas reconduit avant une dizaine d'années (quand le progrès technique permettra de gé-

[15] Les extraits d'entretiens mobilisés dans ce chapitre sont issus d'une recherche doctorale. Lors de cette dernière, 43 acteurs de l'édition numérique et/ou de SHS ont été interviewés dans le cadre d'entretiens semi-directifs d'une durée de 1 à 3 heures. Voir : Seiler, Hélène (2020), *Les éditeurs de sciences humaines et sociales face à l'enjeu numérique en France*, thèse de sociologie dirigée par Gisèle Sapiro, soutenue à l'EHESS, Paris.

[16] Voir Richard de Latour (2009), Raphaëlle, *Le fonds Maspero à l'épreuve de la réédition, 1959-2009*, mémoire de master 1 sous la direction de Claude Blum, Paris IV-Sorbonne, p. 51-53.

[17] Garcia, Daniel, « Adieu cambouis ! Bonjour souris ! », *op. cit.*, p. 6.

[18] Noël, Sophie (2012), *L'édition indépendante critique. Engagements politiques et intellectuels*, Presses de l'ENSSIB, Villeurbanne.

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

néraliser la production de machines d'impression numérique à la fois performantes et bon marché), cette expérience a cependant le mérite de mettre en exergue une étape préliminaire dans la conversion numérique : le traitement numérique des fichiers éditoriaux. La numérisation des fichiers est, en effet, un autre écueil identifié par Jean-Louis Soubret :

> « Autre problème de taille, pour pouvoir imprimer à la demande, il fallait avoir au préalable numérisé les textes. Or, si sur les dernières années les titres avaient été produits dans une chaîne informatisée et donc avaient un fichier final en format PDF, ce n'était pas du tout le cas des titres plus anciens et qui étaient justement ceux qui nous intéressaient pour l'impression à la demande. Cette technologie, elle n'avait de sens que pour le fonds dont les titres étaient réimprimés tels quels, autrement dit des titres d'érudition et de recherche, or chez Armand Colin, il y en avait très peu, en tout cas pas assez » (entretien avec Jean-Louis Soubret, avril 2018).

À ce sujet, un autre éditeur de SHS, dont la collection appartient à une maison généraliste, souligne lui aussi le coût éditorial que requéraient la préparation et le balisage des ouvrages du fonds en vue de leur conversion numérique :

> « On s'intéressait beaucoup à l'impression à la demande, mais ça pose plusieurs problèmes. Déjà en termes d'alimentation à la source, c'est-à-dire au niveau éditorial. Ça signifie qu'il faut repréparer le texte, le structurer, le baliser, revoir l'index et la bibliographie, etc. C'est un gros travail éditorial, et au final, cela demande un certain budget parce que ça nécessite une mise de fonds substantielle pour avoir des fichiers de qualité, sachant qu'il faut les reprendre parce que ce ne sont pas des nouveautés, donc ils ont été produits selon d'autres schémas éditoriaux et selon d'autres horizons d'attente » (entretien avec un directeur de collection SHS, août 2017).

Le recours à l'impression numérique semble à bien des égards une initiative audacieuse, mais à y regarder de plus près, elle reste alors arrimée à une approche traditionnelle du métier d'éditeur. Du fait qu'elle vise essentiellement l'exploitation du fonds, la réimpression *via* la technologie numérique est en cohérence avec le *modus operandi* propre à cette écologie professionnelle[19], lequel consiste en l'accumulation et l'exploitation de capitaux intellectuels. Alors qu'il réfléchit aux potentialités offertes par le numérique, Jean-Louis Soubret élabore des projets en s'inscrivant dans la tradition d'une pratique éditoriale déjà ancienne qu'est la réédition d'un titre sous des formats différents et *via* des moyens innovants[20].

> « Ce que j'avais proposé à Armand Colin, c'était de faire de l'impression à la demande en s'inspirant de ce qui se pratiquait aux États-Unis. C'était

[19] On emprunte ici la notion d'« écologie professionnelle » au sociologue Andrew Abbott (1988) : *The System of Professions*, The University of Chicago Press, Chicago.

[20] Tesnière, Valérie, *Au bureau de la revue*, *op. cit.*, *p. 201-205.*

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

> une technologie qui reposait sur l'impression numérique, mais pas pour imprimer en tout petits tirages, bien que ça on l'ait pratiqué aussi. Là, l'idée globale c'était de proposer des *course packs*, qui sont des agrégats de cours et d'articles que les professeurs américains font à l'intention de leurs élèves, des sortes de *Reader* en gros. C'était une idée que j'avais en tête depuis un petit moment, on en parlait vaguement à l'époque, et puis l'idée a germé » (entretien avec Jean-Louis Soubret, avril 2018).

François Gèze adopte un même mode opératoire pour l'impression numérique, et, même lorsqu'il s'autorise très tôt quelques expériences en eaux inconnues à l'instar de l'édition numérique de nouveautés, il procède avec prudence, en transposant dans ce nouveau marché des stratégies issues du circuit papier.

1.2 Les succès de l'« État du monde », la collection encyclopédique de La Découverte

Plus que la réimpression *via* la technologie numérique de titres de son fonds, la première étape de la transition numérique chez La Découverte surgit dès 1995 avec la diffusion sous forme de CD-ROM de la collection l'« État du monde », titre de l'« annuaire économique et géopolitique mondial » lancé en 1981, décliné ensuite en de nombreux titres thématiques. Forte de son succès en librairie, mais aussi de sa structure éditoriale standardisée car de type encyclopédique, la collection se prête particulièrement bien à un traitement informatisé. La vente du CD-ROM, compilant de nombreux titres de la collection, ne remplace pas celles de leur version imprimée et, loin de produire un effet de cannibalisation, elle apporte une certaine plus-value d'un point de vue éditorial autant que commercial. Le CD-ROM met en effet à disposition l'intégralité des données contenues dans les éditions imprimées précédentes. Tout en se destinant à des usages à la fois érudits et pédagogiques, le produit répond à des visées de conservation et de mise en accès des volumes désormais indisponibles.

Le passage au numérique de la collection « L'État du monde », dont le succès est en partie tributaire des qualités ergonomiques et graphiques du CD-ROM, marque le basculement de La Découverte dans l'environnement numérique et dans une culture métier où le point de mire de l'activité éditoriale ne se résume plus à la publication ni à la diffusion papier. En outre, cette édition numérique encore très artisanale mais réussie du côté des ventes contribue au maintien de l'autonomie professionnelle et éditoriale de la maison malgré son rachat par le groupe Havas. Cette expérience, qui joue beaucoup dans l'intérêt du groupe à acquérir La Découverte, donne ainsi à François Gèze la possibilité de faire entendre sa voix et son point de vue dans un espace entrepreneurial où le rapport de force n'est pas toujours à l'avantage des éditeurs.

C'est, par ailleurs, au sein du groupe Havas-Vivendi, que les réflexions de Gèze et Soubret vont converger et donner lieu à des prises de position communes. À la suite du rachat de La Découverte en 1998, les deux éditeurs se croisent régulièrement dans des réunions et des sessions de travail organisées par le groupe en vue d'optimiser sa politique numérique en s'appuyant, entre autres, sur l'expertise des éditeurs. Plus que des affinités électives, c'est leur isolement au sein de ces instances et leur croyance

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

en l'utilité du numérique pour l'édition savante qui les rapprochent. À l'exception de Jean-Manuel Bourgois, à l'époque PDG de Magnard-Vuibert, Gèze et Soubret sont les seuls éditeurs du groupe à se rendre à ces instances et à participer aux groupes de travail créés par Havas-Vivendi. Ils y font face à des *managers* et à des chefs de projets dont les visées sont éloignées des leurs, ce qui les incite à endosser spontanément un rôle de défenseurs des intérêts des éditeurs dans la politique numérique du groupe. Les deux éditeurs ont des approches différentes de la transition numérique, comme on le verra plus loin, mais leur position au sein de Havas-Vivendi les incline à coopérer, comme lors du Programme de numérisation pour l'enseignement et la recherche (PNER).

1.3 Le PNER et la création d'une plateforme numérique de revues françaises de SHS

En 1998, sous l'impulsion du ministère de l'Éducation nationale, et notamment de la Direction de la recherche et de la sous-direction des bibliothèques, est inauguré le PNER, un ambitieux projet de réflexions et d'expérimentations sur les perspectives ouvertes par la numérisation des documents et publications relatifs à l'enseignement et la recherche[21]. Hébergé par la Maison des sciences de l'homme (MSH), le projet repose sur des ateliers et sur le pilotage de plusieurs enquêtes, mobilisant un très grand nombre d'acteurs publics et privés impliqués dans l'Éducation nationale et l'enseignement supérieur, tous investis dans ce nouveau domaine. Convaincu de l'intérêt d'une coopération privée-publique, Jean-Luc Lory, coadministrateur de la MSH, sollicite à cette occasion le Syndicat national de l'édition (SNE). Gèze, à l'époque président du groupe des éditeurs universitaires et SHS au syndicat, accepte l'invitation. Et, après avoir un temps observé ce qui s'y tramait et jugé de la pertinence et de la fiabilité du programme, le PDG de La Découverte se pare de sa casquette de représentant et diplomate en assurant la médiation entre les membres du PNER et des éditeurs privés à l'instar de Gallimard, Le Seuil, les PUF et Havas Vivendi. C'est ainsi qu'en avril 1999, il écrit à Bertrand Cousin, directeur général adjoint du groupe, que, certes, sa collaboration au PNER

> « n'engage pas à grand-chose pour l'instant. Mais vu l'ampleur du projet et son impact potentiel à moyen terme pour de nombreux secteurs de l'édition, il me semble important que le groupe Havas suive le dossier de près, au moins à travers un représentant dûment mandaté au sein du groupe de suivi qui doit en principe se mettre en place au niveau du SNE[22] ».

Très vite, il s'implique au même titre que les autres membres du programme en coopérant à des ateliers d'expérimentation et en fournissant les anciens numéros de sa revue *Hérodote* pour des essais de structuration en langage XML. Au même moment, il informe Jean-Louis Soubret de ce programme et l'invite à l'y rejoindre, d'abord

[21] Voir le rapport de ce programme : *Synthèse du Programme de numérisation pour l'enseignement et la recherche (PNER, 1999-2001)*, .

[22] « Mail de François Gèze à Bertrand Cousin », avril 1999, Fonds La Découverte [DEC 991.1], Imec.

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

en tant que partenaire extérieur, puis en tant que membre plein d'un atelier dédié à l'élaboration d'un portail numérique de revues. Gèze lui-même y participe au côté des chercheurs en information et communication Ghislaine Chartron et Jean-Michel Salaün, qui dirige l'atelier, ainsi que des Québécois Guylaine Baudry, directrice de la plateforme Érudit, et Gérard Boismenu, directeur des Presses universitaires de Montréal (PUM). Le choix de consacrer cet atelier à un portail de revues s'explique en partie par la volonté de bénéficier du savoir-faire et des compétences techniques de Boismenu et Baudry ; c'était par ailleurs l'une des raisons pour lesquelles Jean-Luc Lory avait sollicité le couple. Ce faisant, la conduite de l'atelier peut largement s'appuyer sur Érudit, la plateforme de revues de SHS mise en ligne l'année précédente par les deux Canadiens. C'est à partir de la DTD (définition du type de document) conçue par ces derniers que les membres de l'atelier élaborent des tests d'encodage XML sur la revue *Hérodote*. De même, c'est sur les recommandations de Baudry et Boismenu que les contenus numérisés ne se résument pas aux seuls titres courants, mais englobent une partie rétrospective ; un modèle éditorial que Gèze et Soubret conserveront lorsqu'ils propulseront chacun leur portail de périodiques quelques années plus tard[23].

L'atelier se met en place rapidement grâce à cette synergie, rendue possible par le fait que les participants ont tous une première expérience éditoriale dans le numérique et qu'ils présentent une forte disposition à la collaboration. Il est inauguré dès février 2000 et la version bêta du site doit être mise en production en décembre de la même année. Elle ne sera accessible qu'aux enseignants-chercheurs et aux étudiants de l'ENS Lyon, l'institution faisant partie des partenaires publics du programme. Un autre atelier, intitulé « Usages » et également dirigé par Salaün, doit analyser les pratiques et les retours d'expérience de cette population de sondés.

À ce stade du programme, les premiers jalons d'une plateforme numérique de revues semblent posés. Pourtant, les étapes qui suivent vont révéler un désinvestissement progressif du côté des éditeurs privés comme de celui des acteurs publics. En premier lieu, les tutelles ministérielles, de moins en moins convaincues de la pertinence du PNER, se montrent suspicieuses et vont progressivement s'en désolidariser[24]. Pour des raisons distinctes, les acteurs privés vont eux aussi se désengager du programme. D'une part, parce que la visée expérimentale à laquelle tiennent justement les institutions publiques ne coïncide pas avec leurs attentes. En ce sens, Gèze et Soubret conçoivent l'atelier à l'aune d'une recherche appliquée, dont les résultats doivent avoir un impact concret sur leurs pratiques professionnelles et commerciales. Le regard qu'ils portent sur les réflexions et les tests réalisés au sein du PNER diffère de celui des enseignants-chercheurs avec lesquels ils collaborent en ce qu'il est en partie arrimé à des contraintes économiques. D'autre part, parce que l'investissement numérique des éditeurs est fortement altéré par l'éclatement de la bulle Internet en mars 2000, lequel sonne le glas de la plupart des initiatives de l'époque. Cette conjoncture a notamment entraîné la non-signature par Gallimard de son contrat de partenariat malgré les relances du comité de pilotage. Le retrait de cette maison, dont la portée prescriptive sur les autres

[23] Sous-fonds « PNER. Programme de numérisation pour l'enseignement et la recherche », 1998-2002, Fonds La Découverte [DEC 998.1], Imec ; voir également Baudry, Guylaine et Boismenu, Gérard (2002), *Le nouveau Monde numérique. Le cas des revues universitaires*, La Découverte, Paris.

[24] Pour plus de détails sur la fin du PNER, voir Seiler, Hélène, « Les éditeurs de sciences humaines et sociales face à l'enjeu numérique en France », *op. cit.*

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

acteurs du champ éditorial est très élevée en raison de sa position dominante, aura eu un impact délétère sur l'investissement des autres éditeurs partenaires du PNER. À sa suite, Le Seuil montre des signes de désintérêt, et Claude Cherki, son PDG, refuse également de signer son contrat. Le désengagement de ces maisons anciennes est mal vécu par le comité de pilotage du PNER. Elles étaient en effet les garantes d'une collaboration fructueuse grâce au transfert de capital symbolique, dont elles sont particulièrement dotées, et à leur définition commune de l'économie du savoir et des biens symboliques. Ces éditeurs et les instances publiques partagent un même intérêt pour la double valeur du livre, et sont tous deux engagés dans l'exploitation des fonds patrimoniaux même si leurs modes opératoires et leurs visées peuvent diverger. Enfin, les maisons traditionnelles adoptent volontiers la posture de défenseuses de la diversité éditoriale et de l'indépendance des librairies, ce qui n'est pas sans entrer en résonnance avec les missions modératrices et régulatrices de l'État[25].

Inversement, le repli de ces maisons rend plus visible la présence d'acteurs avec lesquels les instances publiques ont moins d'affinités : il s'agit des grands groupes, Hachette et Havas, qui s'étaient constitués comme partenaires, mais qui interviennent également, pour le second, par le truchement de ses filiales Armand Colin et La Découverte. Même si la plupart des membres du PNER ne voient pas en Gèze et Soubret « des renégats capitalistes », pour reprendre les mots d'un éditeur ayant participé sporadiquement au programme, leur collaboration au PNER laisse entrevoir en filigrane les intérêts financiers et politiques de Havas-Vivendi, qui cherche à asseoir une position hégémonique dans le marché des biens culturels. Le groupe est, à ce titre, particulièrement intéressé par le rapprochement avec le Ministère afin d'exploiter le marché des bibliothèques universitaires grâce à la souscription aux périodiques de ses maisons d'édition Dalloz et Masson[26].

C'est ainsi qu'en avril 2001, le couperet tombe. Jean-Michel Salaün, déçu par le désengagement en série des éditeurs et inquiet de la place grandissante que prend Vivendi dans l'élaboration du site de revues, craint que le projet ne serve finalement que les intérêts des acteurs privés. Salaün et d'autres membres du PNER considèrent, en outre, que le capital économique et les visées hégémoniques du groupe ne lui octroient que peu de légitimité pour solliciter des aides aussi conséquentes auprès des instances publiques. Le compte rendu négatif qu'il vient de recevoir de l'expérience sur le site bêta ne fait que confirmer ses inquiétudes, et ne lui permet pas de maintenir la collaboration avec les partenaires privés. Il écrit ainsi à Gèze :

> « De notre point de vue, une première étape est bouclée. En dehors des leçons des analyses menées, sa conclusion peut se résumer ainsi (de façon un peu brutale…) : aucun acteur, acteur privé ou public, n'a la volonté, la possibilité ou les moyens de s'impliquer à court terme dans une expérimentation réellement coopérative dans le domaine des revues SHS. Nous n'avons pas à porter de jugement sur ce constat, qui n'est pour

[25] Voir Surel, Yves (2000), « L'État, acteur ou spectateur ? », *in* Mollier, Jean-Yves (dir.), *Où va le livre ?*, La Dispute, Paris, p. 212.

[26] « Groupe de travail – universitaire », octobre 1999, Fonds La Découverte [DEC 991.1], Imec.

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

> nous qu'un élément de compréhension de l'évolution du modèle éditorial francophone[27] ».

Si le PNER est abandonné, les premières collaborations avec Beaudry et Boismenu donnent lieu à des échanges qui, eux, se maintiennent avec François Gèze et Jean-Louis Soubret. Surtout, la graine du numérique est plantée dans les esprits avec, désormais, un produit numérique mieux identifié et maîtrisé.

2 Des stratégies à l'aune de la trajectoire et de la position dans le champ

La persévérance de Gèze et de Soubret à investir le numérique, malgré les deux échecs quasi simultanés que sont l'impression numérique et le portail de revues au sein du PNER, n'est pas anodine et ne se résume pas à de simples initiatives répondant à l'injonction numérique. Il est ainsi possible de mettre en relation cet intérêt pour le numérique avec leurs premières socialisations professionnelles et leur formation.

2.1 Les trajectoires de vie de François Gèze et Jean-Louis Soubret

François Gèze, né à la toute fin des années 1940, est diplômé de l'École des mines et de l'EHESS en économie[28]. Il amorce, dans les années 1970, sa trajectoire professionnelle en tant que consultant et expert pour le compte de sociétés de conseils comme le Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE) ou pour des associations internationales de gauche, à l'instar du Centre d'études anti-impérialistes (CEDETIM). Les premières activités de Gèze sont portées par un engagement politique qui se traduit par un militantisme plutôt intellectuel et professionnel. Elles l'amèneront à entrer dans le champ éditorial à la toute fin de la décennie par le biais du CEDETIM, lorsqu'il sera mandaté par le Centre afin de remettre en bon ordre les finances des Éditions Maspero, une maison d'édition particulièrement importante dans la circulation internationale des idées – notamment de gauche –, et qui est au bord de la faillite. Après plusieurs années de collaboration, François Maspero décide de se retirer et cède pour une somme symbolique la société à François Gèze à la condition d'en changer le nom. Les Éditions La Découverte sont donc fondées en 1983 avec, à leur tête, Gèze, désormais directeur général de la société et éditeur à part entière. Le capital social qu'il a accumulé dans les réseaux politiques, intellectuels et universitaires, mais aussi son capital culturel, l'autorisent à se mouvoir très rapidement et avec une certaine aisance dans le milieu très feutré de l'édition parisienne[29].

L'entrée dans le champ de Jean-Louis Soubret, d'une dizaine d'années son cadet, se fait au milieu des années 1990 et, comme pour Gèze, elle survient à l'issue d'une reconversion professionnelle. Soubret suit des études de commerce et de marketing, d'abord en faisant une école de commerce en France, puis en Angleterre où il obtient

[27] « Mail de Jean-Michel Salaün à François Gèze », le 4 avril 2001, Fonds La Découverte [DEC.993], Imec.

[28] Voir Chahsiche, Jean-Michel (2017) « Les intermédiaires dans la fabrique des idées économiques. L'économie aux Éditions Maspero et La Découverte au tournant des années 1980 », *Raisons politiques*, vol. 67, n° 3, p. 119-140, et plus particulièrement p. 128-129.

[29] Pour plus de détails sur l'entrée dans le champ éditorial de Gèze et la reprise du fonds Maspero, voir Joseph, Camille (2010), *Les Éditions La Découverte : la gestion d'un héritage éditorial*, thèse de doctorat, EHESS, p. 161-163.

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

un *bachelor* à la London Metropolitan University. En 1995, après avoir connu durant sept ans une carrière de contrôleur de gestion dans des domaines très éloignés de l'édition et, plus généralement, du marché des biens culturels et symboliques, il décide de prendre une année sabbatique et s'inscrit au master de management éditorial de l'ESCP Business School à Paris. La reconversion se fait en deux temps : elle a d'abord trait au domaine dans lequel il évolue puisqu'une fois diplômé, Soubret est recruté pour le compte des maisons d'édition Masson et Armand Colin. C'est plus tard que la conversion concerne l'activité professionnelle en elle-même, car Soubret, embauché comme contrôleur de gestion durant ses premières années d'exercice dans l'édition, souhaite devenir éditeur ou du moins exercer des tâches proches de ce métier, comme la coordination ou la stratégie éditoriale. La commercialisation et la diffusion ne sont donc qu'une première étape temporaire, et s'apparentent à une sorte de sas permettant sa reconversion professionnelle, symbolique et intellectuelle. En entretien, il raconte que cette finalité était prégnante dès les premiers moments de la reconversion et qu'elle avait été clairement évoquée lors de son embauche, l'évolution ultérieure de ses tâches et périmètres d'intervention ayant alors fait l'objet d'un « contrat oral ». C'est ainsi qu'en 1999, Soubret présente à la direction d'Armand Colin des projets de développement portant sur des nouveaux procédés d'édition et de diffusion des revues grâce au numérique, ce qui lui vaut le poste de coordinateur éditorial des périodiques.

Ces trajectoires de vie, où l'entrée dans le champ survient à la suite d'une reconversion socioprofessionnelle, sont loin d'être anodines. Leur mise au jour est d'autant plus précieuse qu'elle éclaire certains choix faits lors des politiques numériques qui seront décrites dans la section suivante. La disposition au numérique de Gèze et de Soubret résulte d'une première socialisation à la fois culturelle et professionnelle, ainsi que de l'acquisition de capitaux culturels et scolaires qui sont peu fréquents chez la plupart des éditeurs de SHS, lesquels tendent à faire des études longues (doctorat) dans les disciplines telles que l'histoire, la philosophie et les lettres. Les environnements dans lesquels ils se sont formés et ont exercé leurs premières expériences professionnelles modèlent leur rapport au numérique : lequel, tout en restant arrimé à des préoccupations éditoriales, peut être à dominante technique, économique ou politique. Les catégories de perception qu'ils ont acquises précédemment continuent d'exercer des effets structurants sur la façon dont ils considèrent l'édition numérique et opèrent cette conversion. Cette forme d'*hysteresis* – du fait qu'on a à faire à des propriétés passées qui influent sur les propriétés présentes[30] – met notamment en exergue l'articulation entre position et prises de position en ce que les formations et socialisations professionnelles de ces éditeurs imprègnent le regard qu'ils portent sur le marché des biens culturels et sur les transformations numériques de l'activité éditoriale[31]. Les agents diplômés d'écoles de commerce ont, de manière générale, des attentes lucratives – même si elles restent faibles en raison de leur adhésion à l'économie inversée qui prévaut dans le champ de production des biens culturels – vis-à-vis de ce qu'ils considèrent avant tout comme un marché, tandis que ceux formés en ingénierie en ont une approche technique, le numérique étant pour eux un outil, un instrument. C'est là une opposition qu'on retrouve dans les modèles de Gèze et de Soubret.

[30] Bourdieu, Pierre (1979), *La distinction*, Les Éditions de Minuit, Paris, p. 112.

[31] Bourdieu, Pierre (1981), « Épreuve scolaire et consécration sociale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 39, p. 3-70.

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

En effet, si les stratégies numériques de Gèze et Soubret doivent, pour être pleinement comprises, être restituées dans le jeu d'interdépendances qui se nouent entre leur socialisation professionnelle, leur parcours universitaire et leurs propriétés socioculturelles, il importe de compléter cette première analyse en nous penchant sur les modes opératoires selon lesquels ils pensent et opèrent leur conversion numérique.

2.2 Deux stratégies numériques différentes

Outre qu'elle donne à voir les premières étapes du passage au numérique de deux des éditeurs les plus impliqués dans cette transition, l'étude du PNER permet de mettre au jour leurs approches distinctes.

En décembre 2000, Jean-Louis Soubret et François Gèze présentent à Agnès Touraine, directrice générale de la branche éditoriale de Havas-Vivendi, leurs modèles économiques et éditoriaux respectifs pour le lancement du portail de revues du PNER[32]. Fruits de leur coopération et de leurs interactions avec les autres membres de l'atelier, leurs analyses du marché sont similaires, avec l'identification d'un prix moyen des abonnements papier s'élevant à 300 francs en France et à 500 francs aux États-Unis (70 dollars). Leur état des lieux et leurs prévisions budgétaires s'appuient sur l'exploitation numérique des revues scientifiques et médicales de Masson, qui appartient également au groupe. Les deux éditeurs préconisent ainsi des tarifs inférieurs à ceux pratiqués par l'éditeur de médecine car, d'une part, le *sponsoring* et les pages publicitaires qui contribuent à l'équilibre financier de ce dernier sont absents de l'économie de l'édition de SHS ; d'autre part, le décalage entre les marchés des revues de STM et de SHS est trop important. Gèze et Soubret rappellent également que, certes, il n'y a pas de clientèle professionnelle ou praticienne pour les revues de SHS, mais les abonnements sont essentiellement souscrits par des institutions telles que les bibliothèques universitaires, les laboratoires, les centres de documentation et, dans une moindre mesure, les sociétés savantes. Si leurs observations sont convergentes, leurs modèles économiques révèlent toutefois des conceptions très différentes : alors que Soubret propose un modèle économique contractuel, Gèze défend un modèle coopératif porté par plusieurs éditeurs de revues. Selon le premier, il importe de lancer rapidement le chantier d'un service de revues en ligne (même si le prototype n'est pas définitif) afin d'avoir un site en production dès le 2e semestre de 2001 et, ce faisant, de préparer la campagne d'abonnements et de réabonnements pour l'année suivante. La gestion et la direction du site seraient assurées par Havas, et les éditeurs qui confieraient leurs revues au portail seraient en premier lieu des clients du groupe. À l'inverse, le modèle que propose Gèze s'inscrit dans une temporalité plus longue et consiste en la création d'un comité de pilotage ouvert à d'autres acteurs de l'édition et qui superviserait les activités et les grandes décisions du portail. La création et la maintenance du site seraient confiées à un prestataire extérieur compétent à la fois sur le plan technique et éditorial, en l'occurrence Marc Minon, qui est déjà bien connu du milieu des éditeurs pour ses enquêtes sur le secteur du livre – dont celle sur l'édition des SHS commandée par Gèze – et pour son expertise numérique. L'idée de

[32] Bilan sur la position de Havas sur le marché des revues savantes, décembre 2000, Fonds La Découverte, DEC/992, IMEC.

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

Gèze est d'impliquer les partenaires éditoriaux dès le début plutôt que de leur fournir un simple service en leur assignant un rôle de clients ou de partenaires financiers.

Ces propositions mettent en lumière deux conceptions et deux modes opératoires qui seront finalement adoptés par les deux éditeurs lors de leurs prochaines initiatives.

Dans le sillage de l'expérience du PNER, Jean-Louis Soubret propose à Guillaume Dervieux, directeur général d'Armand Colin, de doter la maison d'un site Internet pour la diffusion numérique de ses revues. L'accès à ce dernier est restreint aux abonnés papier, sachant que la souscription tarifée à l'offre numérique ne concerne que les numéros courants et n'est supportée que par la clientèle institutionnelle : bibliothèques et laboratoires pour l'essentiel, Soubret les identifiant comme les seuls à s'y intéresser assez pour consentir à cette sortie d'argent supplémentaire. L'offre d'Armand Colin reste donc limitée au périmètre d'intervention de la maison d'édition et le portail n'a pas vocation à se faire diffuseur :

> « Contrairement à Cairn, on n'avait pas comme idée d'être un portail de revues, on était un éditeur de revues en ligne et papier et ça c'était notre doctrine de l'époque : d'être un éditeur et pas une plateforme. C'est l'époque où le terme de "plateforme" commence à circuler, mais il était encore possible de proposer d'autres schémas » (entretien avec Jean-Louis Soubret, avril 2018).

Le portail numérique des revues d'Armand Colin est inauguré en 2002, mais il est fermé au tout début des années 2010. Et, en 2007, la maison fait migrer l'intégralité des revues sur Cairn, le portail mis sur pied par François Gèze et Marc Minon en 2005. Au-delà de la restriction de son catalogue aux numéros courants et aux seules revues de la maison – ce qui réduit fortement le capital intellectuel du portail –, les trop faibles coopérations interdépendantes ou hiérarchiques avec d'autres acteurs peuvent éclairer la fermeture précoce du site de revues. Si l'offre d'Armand Colin a été précursive, elle survient, en effet, dans une conjoncture défavorable, car elle repose sur des prises de position qui ne sont pas adéquates aux évolutions du champ et du marché éditoriaux, l'espace numérique étant désormais investi davantage par les instances publiques par le truchement d'initiatives privées-publiques de grande envergure. À ce propos, le Centre national du livre (CNL), seule instance publique impliquée dans le projet d'Armand Colin, n'intervient que par le biais d'une subvention destinée à la création technique du site.

C'est un dispositif opposé que retient François Gèze lorsque Marc Minon, avec qui il entretient des liens d'amitié et de confiance, l'informe d'un nouveau chantier à mettre en place grâce à une initiative des éditions De Boeck. Le consultant a en effet été mandaté par ces dernières pour piloter un projet de plateforme numérique où seraient hébergées les revues de la maison belge et celles d'autres maisons détentrices d'un portefeuille de périodiques. Minon, qui avait également participé à certaines rencontres du groupe de travail du PNER, maîtrise d'ores et déjà les problématiques de la diffusion numérique pour les revues. Il partage avec Gèze le modèle basé sur la mutualisation entre éditeurs que le directeur de La Découverte avait élaboré lors

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

du PNER et au sein duquel T2i, l'agence de Minon, assurait la prestation technique et la coordination commerciale. Avant même de fixer le modèle économique et technique du futur portail, leur priorité est de solliciter d'autres maisons et de créer une sorte de coopérative entre plusieurs éditeurs, qui seraient tous actionnaires de l'entreprise. L'idée de la coopération entre pairs et du tissage privé-public constitue la pierre angulaire du projet. Outre La Découverte, De Boeck, Érès et Belin, les quatre maisons fondatrices, plusieurs instances publiques belges sont actionnaires de Cairn. Elles seront rejointes en 2006 par la Bibliothèque nationale de France (BNF), actionnaire à hauteur de 150 000 euros. Le CNL joue un rôle crucial dans l'émergence de Cairn, contrairement au site d'Armand Colin, en stabilisant son offre commerciale grâce à un dispositif d'aides à la rétroconversion numérique des numéros. Les éditeurs qui confient leurs revues à Cairn voient ainsi une part non négligeable des frais de conversion numérique, mentionnés au début de ce chapitre, leur être remboursée – ce qui rend l'opération beaucoup plus attractive, car sécurisée. Sous ces conditions, le CNL intervient de manière significative non seulement dans le lancement puis la pérennisation de la plateforme, mais aussi dans le processus de structuration d'un marché numérique qui, à l'époque, continue de laisser nombre d'éditeurs sceptiques, voire frileux.

Conclusion

Cette analyse, qui tient par les deux bouts trajectoire socioprofessionnelle et prise de position dans le champ éditorial, permet ainsi de mieux comprendre les raisons pour lesquelles Gèze et Soubret se sont engagés précocement dans le numérique, mais aussi les modalités selon lesquelles ils mettent en pratique cette (re)conversion. Les exemples de ces deux éditeurs ne sont pas de simples cas particuliers : on retrouve des trajectoires similaires chez la plupart des premiers éditeurs (pro)numériques, dont les modes opératoires sont, comme pour les deux éditeurs étudiés ici, à mettre en relation avec leurs positions dans le champ et les capitaux dont ils disposent.

Cette reconversion commune s'explique largement par la mise à l'écart délibérée des nouvelles technologies chez les éditeurs de SHS au profil plus traditionnel, ce qui ouvre une brèche dans le recrutement socioprofessionnel des éditeurs. Si ceux et celles au profil quelque peu atypique peuvent actionner le levier du numérique afin de collaborer étroitement avec les éditeurs traditionnels et les dirigeants des grandes maisons anciennes, ou de maintenir leur autonomie dans un espace où les rapports de force peuvent être féroces, ils le font toujours en adéquation avec leurs catégories de perception « primaires », lesquelles façonnent leur vision du numérique.

Ces variantes dans les stratégies numériques – lesquelles restent toutefois soumises aux attentes des éditeurs et aux règles qui sous-tendent le champ – permettent un éventail de pratiques et de modèles qui, loin de générer des conflits ouverts entre divers groupes socioprofessionnels ou de renforcer la tension préexistante entre les pôles éditoriaux et commerciaux, tendent à structurer un espace numérique nuancé et hétérogène, où plusieurs définitions de l'édition numérique peuvent coexister.

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130

Bibliographie

Sources

Entretiens avec François Gèze, août 2015 et Jean-Louis Soubret, avril 2018.

Fonds La Découverte, Institut Mémoires de l'édition contemporaine, France.

Ouvrages et articles

Abbot, Andrew (1988), *The System of Professions*, The University of Chicago Press, Chicago.

Auerbach, Bruno (2006), « L'édition en sciences sociales : une approche socio-épistémologique. Productions et marchés ; évaluation et sélection ; mise en texte et mise en livre », thèse de doctorat, EHESS, Paris.

Bourdieu, Pierre (1977), « La production de la croyance. Contribution à une économie des biens symboliques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 13, p. 3-43.

Bourdieu, Pierre (1979), *La distinction*, Les Éditions de Minuit, Paris.

Bourdieu, Pierre (1981), « Épreuve scolaire et consécration sociale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 39, p. 3-70.

Chartier, Roger (1992), *L'ordre des livres. Lecteurs, auteurs, bibliothèques en Europe entre XIV^{e} et XVIII^{e} siècle*, Alinéa, Aix-en-Provence.

Chartier, Roger (2015), *La main de l'auteur et l'esprit de l'imprimeur*, Gallimard, Coll. « Folio/histoire », Paris.

Chahsiche, Jean-Michel (2017), « Les intermédiaires dans la fabrique des idées économiques. L'économie aux Éditions Maspero et La Découverte au tournant des années 1980 », *Raisons politiques*, vol. 67, No 3.

Dupuy, Corinne (1987), *Les petits tirages. Étude réalisée avec le concours de la Direction du livre et de la lecture et la Direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique*, s. l., s. d.

Garcia, Daniel (1999), « Adieu cambouis ! Bonjour souris ! », *Livre Hebdo*, No 320, 15 janvier 1999.

Joseph, Camille (2010), Les éditions La Découverte : la gestion d'un héritage éditorial, thèse de doctorat, EHESS, Paris.

Karpik, Lucien (2007), *L'économie des singularités*, Gallimard, Paris.

Noël, Sophie (2012), *L'édition indépendante critique. Engagements politiques et intellectuels*, Presses de l'ENSSIB, Villeurbanne.

Parinet, Élisabeth (2004), *Une histoire de l'édition à l'époque contemporaine, XIX^{e}-XX^{e} siècle*, Seuil, Coll. « Points Histoire », Paris.

Richard de Latour, Raphaëlle (2009), « Le fonds Maspero à l'épreuve de la réédition, 1959-2009 », mémoire de master 1 sous la direction de Claude Blum, Paris IV-Sorbonne.

Robin, Christian (2011), *Les livres dans l'univers numérique*, La Documentation française, Paris.

Seiler, Hélène (2020), « Les éditeurs de sciences humaines et sociales face à l'enjeu numérique en France », thèse de doctorat dirigée par Gisèle Sapiro, EHESS, Paris.

Schiffrin, André (2010), *L'argent et les mots*, La Fabrique, Paris.

Surel, Yves (2000), « L'État, acteur ou spectateur ? », *in* Mollier, Jean-Yves (dir.), *Où va le livre ?*, La Dispute, Paris.

Tesnière, Valérie (2011), *Le Quadrige. Un siècle d'édition universitaire (1860-1968)*, PUF, Paris.

Tesnière, Valérie (2021), *Au bureau de la revue. Une histoire de la publication scientifique (XIX^{e}-XX^{e} siècle)*, Éditions de l'EHESS, Paris.

Thompson, John B. (2005), *Books in the Digital Age*, Polity Press, Cambridge.

Published in : GLINOER, Anthony (dir.), *Les maisons d'édition francophones au prisme de leurs archives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004130, doi : 10.17184/eac.9782813004130